

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Pr. Omar Aktouf : « Une première guerre américano-chinoise en Afrique

»

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 1er mars 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Dans cet entretien, le professeur Omar Aktouf évoque la stratégie chinoise en Afrique, ce qu'elle peut apporter aux économies locales. Il décortique les réactions hostiles que cette pénétration chinoise suscite en Occident. Il considère que les États doivent demeurer des intervenants économiques. Sur l'Algérie, il constate qu'il n'existe pas de politique économique et que l'on se contente de naviguer à vue.

source : www.lesafriques.com - 28-02-2010

Les Afriques : Comment voyez-vous la situation de l'Afrique dans la crise économique actuelle ?

Omar Aktouf : L'Afrique est un problème extrêmement complexe. D'abord, le continent souffre de néocolonialisme et l'on constate, curieusement, qu'il se portait mieux du temps du colonialisme que maintenant. Il y a, certes, des problèmes de gouvernance et de démocratie, mais aussi le fait que les pays colonisateurs ont eu le machiavélisme de partir en mettant en place des régimes qu'ils savaient pouvoir utiliser pour leurs intérêts.

« La Chine est aujourd'hui aux portes de l'Europe et menace les intérêts américains au Moyen-Orient. Le Soudan n'est pas loin du Canal de Suez, ce qui est intolérable pour Washington. Je crois qu'on assiste à une première guerre américano-chinoise. »

Cela est valable pour tous les pays du continent. Les décisions politiques ou économiques prises par ces pays sont liées à la présence de multinationales françaises, belges ou autres.

Quelle décision un pouvoir d'un pays africain peut-il prendre, sans tenir compte du poids de Shell, de Total ou de Mobil sur son sol ?

Donc, les décisions que nous prenons sont, d'une manière ou d'une autre, liées aux intérêts étrangers (...). Les Africains doivent se tourner maintenant vers l'Asie, vers le modèle du capitalisme industriel, le modèle de marché régulé.

LA : Les conflits déclenchés dans certaines régions d'Afrique sont-ils liés à cette orientation asiatique ? Certains le suggèrent pour le cas du Soudan et d'autres .

OA : Vous avez le **Darfour**, le grand conflit au **Zimbabwe**. Le pauvre Mugabe a commis la faute de dire aux Blancs de laisser les terres agricoles et il est devenu alors le plus grand tyran du monde. Il ne l'était pas auparavant ! Toute la région des Grands Lacs, le **Rwanda**, le **Burundi**, la **RDC** est ciblée. Les Français, les Américains, d'autres puissances, veulent limiter l'intrusion de la Chine, qui joue la carte africaine à fond et effraie les puissances occidentales.

Le Darfour est fondamentalement une question de pétrole et de terres agricoles. Sur ces terres, vivent des populations et des tribus qu'il faut déplacer. Pour cela, il faut provoquer des guerres et des conflits.

Les Américains ont essayé, sans succès, de trouver du pétrole au Soudan pendant des années. Les Chinois en ont trouvé dans le sud du Darfour en quantités importantes, ils contrôlent ainsi une zone prometteuse en brut. A partir du Darfour, on peut aller vers le Tchad, à l'Ouest, vers le sud de l'Egypte ou vers le centre de l'Afrique, etc. Grâce à cette position, la Chine a, pour la première fois, une sorte de monopole jusque-là réservé aux Etats-Unis. Je parle du contrôle d'une source de pétrole, du puits au raffinage industriel. Les anciennes puissances occidentales ne veulent pas admettre cette situation. La Chine est aujourd'hui aux portes de l'Europe et menace les intérêts américains au Moyen-Orient. Le Soudan n'est pas loin du Canal de Suez, ce qui est intolérable pour Washington. Je crois qu'on assiste à une première guerre américano-chinoise.

LA : Puisque la Chine paraît comme une chance pour l'Afrique, est-ce qu'il y a des pays qui peuvent tirer plus profit que d'autres de cela ?

OA : Pour ses intérêts, la Chine ne peut pas jouer au même jeu que les multinationales américaines ou européennes. Le capitalisme financier n'est pas le fort de la Chine. Ils peuvent se lancer dans un autre jeu, celui qui a été maîtrisé par d'autres pays asiatiques, comme le Japon. Les Japonais ont choisi de se spécialiser dans le know-how, dans la matière grise ; ils ont distribué dans leur périphérie économique, Malaisie, Corée du Sud, Hongkong et Indonésie, les métiers qu'ils ne faisaient plus, comme l'industrie mécanique, l'électroménager ou l'industrie navale. Le Japon a pu ainsi développer des marchés solvables autour de son économie pour vendre sa technologie. Ceci a été réalisé à travers une sorte de plan Marshall asiatique, mettant à la disposition des pays proches des enveloppes financières, à fonds perdus, pour développer des capacités de production. C'est justement le choix que fait la Chine pour l'Afrique, en investissant parfois à perte dans des pays en difficulté, en essayant de faire émerger une masse salariale qui constituerait un marché et donnerait des débouchés aux produits chinois. Une démarche intelligente, qui n'est pas celle des Américains, qui ne considèrent l'Amérique latine que comme une simple occasion de faire de l'argent à court terme.

LA : Les mêmes choix s'offrent-ils à l'Algérie en matière de perspectives de partenariat ?

OA : Que vous ayez du pétrole, du gaz, de l'uranium, les opportunités sont les mêmes pour tous. Dans n'importe quel espace géographique, il y a toujours une base quelconque pour générer une économie. Même à partir du sable, que l'on peut utiliser pour faire de la silicone, il suffit d'avoir la technologie. Que l'on ait des ressources ou pas, les problématiques du développement d'une capacité installée de production nationale et d'une demande effective, sont les mêmes. La Chine a, bien entendu, plus d'intérêts à commencer avec un pays comme l'Algérie, qui offre plus de garanties de solvabilité. Elle a intérêt à commencer avec la RDC ou le Gabon si elle peut mettre la France dehors ! Le tout est de réaliser une division internationale du travail, une sorte de complémentarité entre pays, où chacun aurait un rôle à jouer. Cela, au côté d'un libre échange en termes d'avantages comparatifs et non pas compétitifs. Le tout sur fond de capitalisme industriel ou d'un type de social-démocratie. Il faut que l'Etat soit un intervenant économique.

Dans certains pays arabes, dont l'Algérie, on confond l'émergence d'une classe de nouveaux riches avec le décollage économique.

De nouveaux millionnaires ne font pas un décollage économique, sauf si cette classe est formée de patrons ou d'entrepreneurs qui constitueront une nouvelle économie, plus introvertie qu'extravertie. L'argent qu'ils possèdent servira plus des intérêts sur le sol national, au lieu de servir à acheter des villas en Espagne. Seul l'Etat peut réguler ce genre de situation.

LA : Selon vous, peut-on parler d'une stratégie économique en Algérie ?

OA : Grande question ! On a commis la bêtise de mettre l'agriculture au second plan, alors que le secteur primaire est le levier de tout développement économique. La révolution industrielle du XIXe siècle en Europe s'est faite sur la base d'une agriculture forte. Ce qu'on appelle en économie l'arrière-pays ne doit en aucun cas être négligé. Les Algériens ont voulu faire une révolution industrielle avec une agriculture sinistrée ! Il faut d'abord manger avant de fabriquer des jouets. Je pense que le pays navigue à vue, comme le bouchon qui flotte sur la vague. Ce qui manque aux pays du tiers monde, Algérie comprise, c'est que l'Etat joue son véritable rôle, notamment en matière d'éducation. C'est grâce à l'éducation que la Chine se trouve là où elle est actuellement.

LA : Votre dernier livre est "Halte au gâchis ! En finir avec l'économie-management à l'américaine".

Justement, pourquoi faudra-t-il en finir avec ce modèle ?

OA : Le modèle du capitalisme financier nord-américain et la mondialisation néolibérale qui va avec vont finir par mettre à genoux une grande partie de l'économie mondiale. Les économistes néolibéraux mettent la tête dans le sable pour éviter de voir que l'économie ne fonctionne pas comme ils le disent. La Scandinavie, l'Allemagne, le Japon pratiquent un capitalisme industriel, où la redistribution de la richesse est assurée par l'Etat. Il ne s'agit pas de réformer le capitalisme financier, parce qu'on ne peut pas le faire (&). Les Etats-Unis ne peuvent survivre qu'en provoquant des guerres, ils n'ont jamais pu reconverter leur industrie de guerre en industrie civile. Depuis les années 1990, les Etats-Unis ne sont plus une puissance financière. La guerre en Irak et en Afghanistan avait pour but de maintenir l'étalon-pétrole pour le dollar, car l'Amérique a perdu l'étalon-or.

Fayçal Métaoui et Zohir Bouzid, Alger

Qui est Omar Aktouf ?

L'Algérien **Omar Aktouf** est professeur titulaire à HEC Montréal (Canada). Il est membre fondateur du **Centre humanismes, gestion et mondialisation**. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le management et le capitalisme financier comme **La stratégie de l'autruche. Post-mondialisation, management et rationalité économique** (paru en 2007) et **Halte au gâchis ! En finir avec l'économie-management à l'américaine** (publié en 2008). Aktouf a travaillé en Afrique sur plusieurs questions liées au développement et au commerce, notamment du coton.

lire aussi sur www.centpapiers.com (31 mai 2006) : [Omar Aktouf, le mouton noir des HEC et du néolibéralisme](#)
